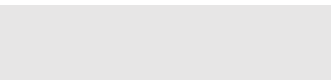


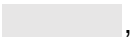
PAR COURRIEL

Québec, le 28 juillet 2022



N/Réf. : 88982

Objet : Votre demande d'accès aux documents



Nous donnons suite à votre demande d'accès reçue le 25 juin dernier, dont nous avons pris connaissance le 27 juin, visant à obtenir :

« [...] une copie de documents qui contiennent les informations suivantes :

- le nom et le titre de tous les membres du SCT et de tous les membres du personnel du SCT ayant comme responsabilité /tâche de travail l'application et la surveillance de l'application de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics. »

Vous trouverez ci-joint un document contenant les renseignements visés par votre demande.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, , l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Original signé

Sin-Bel Khuong
Responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels

p. j. 2

Membres du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor ayant comme responsabilité ou tâche de voir à l'application de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics* (RLRQ, c. D-11.1).

- Monsieur Éric Ducharme, secrétaire du Conseil du trésor
 - Madame Suzanne St-Pierre, directrice générale de l'Administration
 - Monsieur Alexandre Hubert, secrétaire associé aux ressources humaines gouvernementales;
 - Monsieur Philippe Matteau, directeur général des relations du travail et de la gouvernance en éthique ;
 - Madame Caroline Pelland, directrice des relations professionnelles et de la négociation;
 - Monsieur Philippe Bettez-Quessy, coordonnateur gouvernemental en éthique;
 - Madame Brigitte Chandonnet, conseillère en relations professionnelles.
-

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**
Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).